

A l'appel du Collectif National pour une paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI) *

Soirée de soutien aux prisonniers politiques palestiniens détenus en Israël, en violation flagrante du droit international

Avec la participation du comité national de soutien à Salah Hamouri

En présence :

- de Salah Hamouri, franco-palestinien de 27 ans ayant passé sept ans dans les prisons israéliennes. Il a été jugé, sans l'ombre d'une preuve, par un tribunal militaire d'occupation après trois années de détention administrative.
- de Janan Abdou Makhoul, l'épouse du prisonnier palestinien d'Israël Ameer Makhoul (militant des droits humains et responsable de Ittijah, coordination des ONG palestiniennes d'Israël, condamné à 9 ans de prisons sans autres preuves que des aveux extorqués sous la torture).
- de Fares Qadourra, directeur de « Nadi Al Assir » (club des prisonniers)

Le vendredi 11 mai, de 19h à 22h

à la bourse du travail de Paris

Salle Eugène Henaff

29 boulevard du temple – 75003 PARIS

métro filles du Calvaire – ligne 8

Solidarité avec les 1600 prisonniers en grève de la faim illimitée depuis le 17 avril.

* CNPJDPI : ACCA - AFD - AL - AAW - ATMF - ATF - AFPS - ANECP - ATTAC - AJPF - ARAC - AUR - DIP) - CCIPPP) - Cedetim / IPAM - CMF - CFK - CICUP - (CJACP) - CPPI Saint-Denis - CVPR PO - CJPP5) - CGT - Confédération paysanne - Droit-Solidarité - EELV - FTCP - FASE - FSU - GU - Génération Palestine - La Courneuve-Palestine - - Le Mouvement de la Paix - Les Alternatifs - Les Femmes en noir - LDH - LIFPL - MRAP - MJCF - M'PEP - NPA) - Organisation de Femmes Egalité - PCOF - PCF - PG - PSM - UAVJ - UTIT) - GUPS-France - UJFP) - UNEF - Union syndicale Solidaires

Plus de 1600 prisonniers détenus dans les prisons Israéliennes ont déclenché une grève de la faim illimitée, depuis le 17 avril pour réclamer :

- La fin de l'isolement (certains prisonniers sont placés dans les cellules de l'isolement depuis plus de 10 ans).
- L'autorisation des visites familiales aux prisonniers de Gaza (les visites ont été stoppées par mesure de vengeance après la capture du soldat Shalit).
- La fin des mesures répressives, continuellement durcies, envers les prisonniers (les fouilles humiliantes, l'interdiction d'étudier et de s'informer...)
- La fin de la détention administrative (arrestation arbitraire et détention illimitée et renouvelée de six mois en six mois au gré des services sécuritaires sans aucune signification des charges).

Le contexte :

Depuis 1967, plus de 800 000 Palestiniens ont connu les prisons israéliennes. Il n'est guère de famille qui n'ait été touchée, à un moment ou à un autre.

4700 prisonniers sont détenus aujourd'hui en Israël, parmi eux

- 185 enfants ou jeunes de moins de dix-huit ans
- 11 femmes,
- 27 députés,
- 2 anciens Ministres,
- 41 universitaires
- plus d'une centaine de personnes atteintes de maladies et de handicaps.
- 320 prisonniers sont soumis à la détention administrative

Ils sont détenus dans environ 21 prisons, 5 centres de détention, 4 centres d'interrogatoire, et au moins une installation secrète, le centre de détention 1391, tous lieux situés à l'intérieur d'Israël, en violation de l'article 49 de la Quatrième Convention de Genève qui interdit les transferts forcés en dehors du territoire occupé.

Cette dramatique situation a assez duré. Il est du devoir de toute personne éprise de justice et de liberté d'agir pour mettre fin à la détention politique et pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens.